

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

8 JUIN 1989

PROPOSITION DE RESOLUTION

**condamnant l'intervention de l'armée
contre les manifestants en République
populaire de Chine**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR M. DE CROO

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné la proposition de résolution de M. Van Wambeke et consorts lors de sa réunion du 8 juin 1989.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Gol.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Dhoore, Steverlynck,
Uyttendaele, Van Hecke,
Van Wambeke.
P.S. MM. Biefnot, Collart,
Denison, Mottard, Tasset.
S.P. Mme Lefebver, MM. Sleenckx,
Van der Sande, Vanvelthoven.
P.V.V. MM. De Croo, Kempinaire,
Mme Neyts-Uyttebroeck.
P.R.L. MM. Damseaux, Gol.
P.S.C. MM. Gehlen, Laurent.
V.U. M. Anciaux.
Ecolo/ M. Van Dienderen.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (J.), Bourgeois,
Cauwenberghs, Desutter, Van Peel,
N.
MM. Burgeon (W.), Daerden,
Harmegnies (M.), Harmegnies (Y.),
Janssens, Walry.
Mme De Meyer, MM. Derycke,
Galle, Hancké, Timmermans.
MM. Beysen, Cortois, Vermeiren,
Vreven.
MM. de Donnéa, Knoop, Poswick.
MM. Beaufays, Charlier (Ph.),
Michel (J.).
M. Caudron, Mme Maes.
MM. Geysels, Winkel.

Voir :

- 837 - 88 / 89 :

— N° 1 : Proposition de résolution de M. Van Wambeke.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

8 JUNI 1989

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**ter veroordeling van het militaire
optreden tegen protestbetogers in de
Volksrepubliek China**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER DE CROO

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft op 8 juni 1989 het voorstel van resolutie van de heer Van Wambeke c.s. besproken.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Gol.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Dhoore, Steverlynck,
Uyttendaele, Van Hecke,
Van Wambeke.
P.S. HH. Biefnot, Collart, Deni-
son, Mottard, Tasset.
S.P. Mevr. Lefebver, HH. Sleenckx,
Van der Sande, Vanvelthoven.
P.V.V. HH. De Croo, Kempinaire,
Mevr. Neyts-Uyttebroeck.
P.R.L. HH. Damseaux, Gol.
P.S.C. HH. Gehlen, Laurent.
V.U. H. Anciaux.
Ecolo/ H. Van Dienderen.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (J.), Bourgeois,
Cauwenberghs, Desutter, Van Peel,
N.
HH. Burgeon (W.), Daerden,
Harmegnies (M.), Harmegnies (Y.),
Janssens, Walry.
Mevr. De Meyer, HH. Derycke,
Galle, Hancké, Timmermans.
HH. Beysen, Cortois, Vermeiren,
Vreven.
HH. de Donnéa, Knoop, Poswick.
HH. Beaufays, Charlier (Ph.),
Michel (J.).
H. Caudron, Mevr. Maes.
HH. Geysels, Winkel.

Zie :

- 837 - 88 / 89 :

— N° 1 : Voorstel van resolutie van de heer Van Wambeke.

La proposition de résolution a été cosignée par des représentants de huit groupes politiques. L'auteur principal de la résolution fait observer qu'un neuvième groupe n'a pas pu être contacté à temps pour cosigner la proposition.

I. — DISCUSSION GENERALE

L'auteur principal souligne le choc qui a secoué la Chine lorsque son ouverture économique a déclenché une vague de revendications visant à obtenir plus de liberté individuelle et plus de démocratie. Les étudiants revenant des cycles de formation à l'étranger ne sont plus d'accord avec la génération des faucons issus de la longue marche et constituent une nouvelle élite.

Cette crise a également éclaté au moment où l'Union soviétique et la Chine renouaient les liens qu'ils avaient rompus il y a trente ans.

Il a suffi d'une nuit, au début du mois de juin dernier, pour que soit mise à néant l'image générée dans l'opinion mondiale par dix années de relations publiques soigneusement orchestrées.

Une génération de dignitaires âgés de 80 à 86 ans a provoqué une réaction gérontocratique et bornée dans un pays doté d'un tel régime, où l'on pressent la révolution lorsque les étudiants et les ouvriers s'allient.

Malgré les purges auxquelles on peut encore s'attendre, il faut avoir conscience que le régime en place vient à nouveau de remporter une victoire à la Pyrrhus sans parvenir à reprendre le contrôle de la situation. Un pays aussi complexe, aussi vaste et aussi hétérogène que la Chine a besoin d'une décentralisation plus profonde.

La proposition de résolution à l'examen traduit l'inquiétude et l'amère déception que ces événements suscitent dans l'opinion publique occidentale.

*
* *

Un autre membre souligne que la Belgique entretient des relations diplomatiques avec la Chine depuis 1972 et qu'en 1973, M. Kempinaire, qui était alors Secrétaire d'Etat, a été un des premiers membres d'un Gouvernement européen à visiter la Chine.

L'intervenant met en exergue la politique menée par les grandes puissances et rappelle qu'au moment où M. Kissinger, puis le président Nixon, nouèrent des relations avec la Chine populaire, ce pays était encore une dictature communiste. Il souligne aussi que l'actuel président des Etats-Unis, M. Bush, a été longtemps ambassadeur de son pays en Chine et qu'il connaît donc bien ce pays.

La présence de milliers de journalistes à l'occasion de la visite de M. Gorbatchev a entraîné une médiati-

Het voorstel van resolutie werd door vertegenwoordigers van acht politieke fracties medeondertekend. De belangrijkste initiatiefnemer van de resolutie merkt op dat een negende fractie niet tijdig kon worden benaderd om het voorstel mede te ondertekenen.

I. — ALGEMENE BESPREKING

De hoofddiener onderstreept de bijzondere impact in China van een economisch meer open markt op het losbreken van de vraag naar persoonlijke vrijheid en van een democratische ingesteldheid. De studenten terugkomende uit de vormingscycli in het buitenland zijn het niet meer eens met de havikengeneratie, geboren uit de lange mars, en vormen een nieuwe elite.

De crisis viel ook samen met het tot stand komen na dertig jaar spanningen van nieuwe relaties tussen de Sovjet-Unie en China.

In één nacht begin juni jongstleden werden tien jaar zorgvuldig uitgebalanceerde public relations naar de wereldopinie toe vernietigd.

Een oude generatie, waarvan de leeftijd schommelt tussen de 80 en de 86 jaar, heeft hier een verkrampte gerontocratische reactie teweeg gebracht. Wanneer studenten en arbeiders in een land met dergelijk regime samenkomen, ziet men de omwenteling voor ogen geschieden.

De zuiveringen die nog worden verwacht mogen nochtans niet verbergen dat het hier voor het huidige regime meer over een Pyrrusoverwinning gaat, eerder dan over het terug in hand nemen van de loop der zaken. In een complex land, zo uitgestrekt als China en heterogeen in zijn samenstelling, is ook meer de-centralisatie wenselijk.

De huidige resolutie is een signaal van het Westen voor de ongerustheid en de zware ontgoocheling die deze evenementen voor de openbare opinie schokkend aanbrengen.

*
* *

Een ander lid onderstreept dat België in 1972 diplomatieke relaties met China aanknoopte en dat Staatssecretaris Kempinaire in 1973 één van de eerste regeringsleden uit Europa was om China te bezoeken.

Spreker onderlijnt de politiek van de grote wereldmogendheden en herinnert eraan dat toen Kissinger eerst en daarna President Nixon zelf met communistisch China relaties aanknoopte, dit land uiteraard toch ook een communistische dictatuur was. Hij onderstreept insgelijks dat de huidige Amerikaanse president, de heer Bush, lange tijd ambassadeur van zijn land in China was en dit land dus goed kent.

De aanwezigheid bij het bezoek van Gorbatchov van duizenden journalisten heeft via de mediatis-

sation mondiale de ces événements brutaux. Le « global village » qu'est ainsi devenu le monde a déclenché, à juste titre, de nombreuses réactions justifiées.

L'intervenant souligne qu'il ne suffit pas d'adopter une résolution, mais que le parlement devrait aussi assurer le « follow-up » de celle-ci, notamment en conservant au problème son caractère d'actualité, en y consacrant des discussions et un examen en Commission des Relations extérieures.

Se référant à la politique de la Glasnost, ce membre souligne qu'il peut ne s'agir en l'occurrence que d'une couche de vernis.

Il soutiendra la résolution au nom de son groupe.

*
* *

Un autre membre exprime, au nom de son groupe, une certaine admiration à l'égard des 40 années de communisme constructif en Chine (il aurait peut-être été préférable pour l'Inde, où l'on a la liberté de mourir de faim, d'être dirigée par un Mao plutôt que par un Gandhi), mais se déclare d'autant plus choqué par la répression sanglante de ce mouvement naissant en quête de plus de démocratie. Il suppose que les dirigeants, qui ont reçu une formation stalinienne, ne pouvaient supporter la moindre contestation.

L'intervenant insiste pour que la CEE fasse pression pour faire respecter les droits de l'homme en Chine. Cette atteinte aux droits de l'homme a subitement terni l'image du communisme, malgré les efforts entrepris par Gorbatchev pour en accroître la transparence.

*
* *

Un autre membre se trouvait personnellement en Chine début mai 1939 en tant que membre d'une délégation de l'Union de l'Europe occidentale. Il est apparu, à la faveur des contacts que cette délégation a eus avec des dirigeants chinois, que la présence de Gorbatchev aurait apparemment empêché l'intervention de l'armée. On fit observer avec ironie que l'armée chinoise, née de la Grande Marche, était une armée de paysans et qu'elle soutenait la population dans ses travaux d'infrastructure et autres et ses aspirations, en particulier à la campagne. Ce membre avait cependant l'impression que ce n'était pas un hasard si ces événements se produisaient au cours de la visite du Président Gorbatchev. En ce qui concerne les relations entre la Chine et l'URSS, il estime qu'elles se seraient quand même normalisées, mais qu'il ne fallait pas s'attendre à une alliance militaire entre la Chine et l'Union soviétique comme avant 1969.

Il déplore vivement cette attaque contre une manifestation pacifique d'étudiants. Il demande que la Belgique insiste pour que la CEE adopte une attitude ferme.

ring aan deze brutale evenementen wereldwijd bekendheid gegeven. De « global village » die de wereld dusdoende is geworden, heeft terecht vele en verantwoorde reacties losgeweekt.

Spreker onderstreept dat een resolutie niet voldoende is, in die zin dat ook de « follow-up » ervan door het Parlement moet worden betracht, onder meer door deze zaak warm te houden door gesprekken en verdere behandeling in de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen.

Verwijzende naar de politiek van Glasnost onderstreept dit lid dat men ook daar te doen kan hebben met niets dan een laagje vernis.

Namens zijn fractie steunt hij de resolutie.

*
* *

Een ander lid drukt namens zijn fractie een zekere bewondering uit voor veertig jaar opbouwend communisme in China (India, waar men de vrijheid heeft om van honger te sterven, had misschien beter een Mao dan een Gandhi verdiend), maar is des te meer geschokt door deze in het bloed gesmoorde prille beweging naar meer democratie. Hij veronderstelt dat de leiders, op stalinistische wijze gevormd, geen enkele tegenspraak konden dulden.

Hij dringt erop aan dat via de EEG-kanalen druk zou worden uitgeoefend om de mensenrechten in China te beveiligen. De aanval op deze mensenrechten heeft in één klap het imago van het communisme, ondanks de openheid à la Gorbatchov, beschadigd.

*
* *

Een ander lid was recentelijk (begin mei jongstleden) persoonlijk aanwezig in China, als lid van een delegatie van de Westeuropese Unie. Uit de contacten die deze delegatie met Chinese leiders had, bleek dat de aanwezigheid van Gorbatchov blijkbaar het optreden van het leger onmogelijk had gemaakt, en met spijtige ironie werd toen gemeld dat het leger in China een boerenleger was, geboren uit de grote mars, dat de bevolking — speciaal op het platteland — in zijn infrastructuur, werken en betrachtingen flink bijstond. De indrukken van dit lid waren nochtans dat het geen toeval is dat deze evenementen ontstonden tijdens de aanwezigheid van Sovjetpresident Gorbatchov. Inzake de relaties China-USSR meent hij dat de normalisering van de betrekkingen tussen deze naties wel zou zijn aangebroken maar dat er nooit een militair bondgenootschap tussen China en Rusland, zoals vóór 1969, moest worden verwacht.

Hij betreurt heel diep deze agressie op wat een vreedzame en echte studentenbetoging was. Hij vraagt dat België in de EEG op harde taal zou aandringen.

*
* *

Un autre membre s'associe à la réprobation générale dont les intervenants précédents se sont fait les interprètes, mais déplore qu'une telle réprobation soit souvent absente lorsque les droits de l'homme sont bafoués dans d'autres régimes. Il rappelle à cet égard le Printemps de Prague, dont certains leaders sont encore en prison, et fait observer que même dans notre pays, on ne dénonce pas toujours les interventions, parfois très dures, des services d'ordre.

Il tient également à souligner qu'il faudrait mettre fin à tout commerce d'armes avec la Chine. Il fait par ailleurs observer que la révolution culturelle a fait des millions de victimes, alors que la Constitution chinoise garantit théoriquement le droit de formuler des critiques et des suggestions à l'adresse du gouvernement.

*
* *

Un autre membre signale que la commission de la Justice a observé une minute de silence à la mémoire des victimes de cette répression sanglante.

Il propose d'apporter une correction dans les développements de la résolution afin de préciser que l'intervention brutale de l'armée chinoise ne s'est pas limitée au 4 juin 1989, mais qu'elle s'est poursuivie « les jours suivants ».

Cette correction est acceptée à l'unanimité.

Le même membre estime que la résolution même devrait aller plus loin et se réfère à la position du Premier Ministre français, M. Rocard, qui a suggéré de suspendre tout contact, à quelque niveau que ce soit. Il estime par ailleurs que le dernier paragraphe, qui propose de suivre de très près l'évolution des événements et d'entreprendre, le cas échéant, d'autres démarches, ne va pas suffisamment loin. Il renonce néanmoins à présenter un amendement, eu égard au fait que la résolution rallie, par-delà les clivages politiques, un nombre croissant de suffrages.

*
* *

Un autre membre s'associe, au nom de son groupe, à la proposition de résolution et déplore l'absence du Gouvernement dans le débat.

Il exprime son indignation au sujet de ces événements et attire par ailleurs l'attention sur les faits suivants :

— Les informations dont nous pouvons disposer quant au contexte de ces événements ne peuvent que refléter de manière très fragmentaire la réalité politique et militaire.

— Il ne s'étonne pas de la réaction brutale de ce régime militariste et antidémocratique : toutes les dictatures de droite ou de gauche connaissent ce genre

*
* *

Een ander lid sluit zich aan bij de gemeenschappelijke afkeuring die hier tot uiting is gekomen, maar onderstreept dat deze meer dan eens uitblijft wanneer mensenrechten in andere regimes worden overtreden. Hij verwijst naar de Praagse lente, waarvan nu nog leiders in de gevangenis zitten en onderstreept dat soms zelfs binnenlandse harde acties van ordehandhavers niet worden aangeklaagd.

Hij wenst ook te onderstrepen dat elke handel met en verkoop van wapens aan China zou moeten worden geëlimineerd. Hij onderstreept dat de culturele revolutie miljoenen slachtoffers maakte, daar waar de Chinese Grondwet theoretisch het recht van kritiek en suggesties te doen aan de Regering van China waarborgt.

*
* *

Een ander lid deelt mede dat de Commissie voor de Justitie een minuut stilte heeft gehouden voor de slachtoffers van deze bloedige onderdrukking in China.

Hij stelt een tekstverbetering voor in verband met de toelichting van de resolutie : het gewelddadig optreden van het Chinese leger is immers niet beperkt gebleven tot 4 juni 1989, maar is op « de daarop volgende dagen » voortgegaan.

Deze tekstverbetering wordt eenparig aanvaard.

Verwijzende naar Premier Rocard uit Frankrijk, die suggereerde dat geen enkel contact op welk niveau dan ook nog zou worden onderhouden, is hetzelfde lid van mening dat de resolutie zelf verder zou moeten gaan; hij vindt ook dat de laatste paragraaf, die voorstelt de ontwikkelingen van dichtbij te volgen en te gepasten tijde andere stappen te ondernemen, meer krachtadigheid zou moeten verkrijgen. Hij legt zich echter neer bij het over alle partijgrenzen heen stijgende karakter van de resolutie en dient dan ook geen amendement in.

*
* *

Een ander lid sluit zich namens zijn fractie aan bij de resolutie, en betreurt de afwezigheid van de Regering in dit debat.

Hij betuigt zijn verontwaardiging over de evenementen, maar onderstreept daarenboven volgende feiten :

— Zelfs indien wij een zekere kennis over de achtergrond van de evenementen kunnen verkrijgen zal deze maar een heel klein gedeelte van de politieke en militaire realiteit vormen.

— Hij is niet verwonderd over de brutale reactie van dit militaristisch, niet-democratisch systeem : alle dictaturen van rechts of van links kennen deze

de « retour » inopiné à l'écrasement des droits de l'homme. Lorsqu'il se rendit en Chine en tant que Ministre en 1984, en pleine période de libéralisation économique, il apprit que plus de 5 000 exécutions étaient ordonnées chaque mois par les tribunaux de ce pays dont le système judiciaire ignore la présomption d'innocence et où il appartient donc au prévenu de faire la preuve de son innocence.

— Il souligne également les réactions de l'opinion publique, qui s'indigne aujourd'hui, mais qui pourrait revenir à l'indifférence d'ici quelques semaines.

— Il souligne par la même occasion l'attitude très hésitante de l'Union soviétique, qui doit elle-même faire face à des problèmes internes et ne tient apparemment pas à briser les liens qu'elle vient de renouer avec la Chine, et la prudence des Etats-Unis, qui se sont bornés à rappeler leur ambassadeur, à formuler quelques protestations et à interdire les ventes d'armes.

Il estime que la résolution proposée est raisonnable et que la CE doit éviter de s'isoler dans sa réaction envers la Chine, même sur le plan commercial et économique.

Il profite enfin de cette occasion pour déplorer que le Gouvernement ait, sur le plan commercial et culturel et sur le plan des communications, toujours tenu Taïwan dans une position d'infériorité, beaucoup plus que ne le font d'autres pays de la CEE.

Il estime que la Belgique doit à présent changer de position vis-à-vis de ce pays, et ce, tant en ce qui concerne le transport aérien (il songe aux quatre liaisons assurées par la KLM et les China Airlines entre Taipei et Schiphol), qu'en ce qui concerne l'octroi, bona fide, de visas d'entrée aux hommes d'affaires et la reconnaissance de Taïwan en tant que pôle de développement économique en Extrême-Orient. La Chine communiste ne peut désormais plus reprocher un tel changement d'attitude à la Belgique, étant donné qu'elle a déjà elle-même des contacts avec Taïwan.

*
* *

Un autre membre souligne que le matin même, il s'est rendu, accompagné de plusieurs collègues, auprès de l'ambassadeur de la République populaire de Chine, à Bruxelles. Celui-ci lui a communiqué la version officielle du Gouvernement chinois, à savoir qu'il ne s'agissait pas d'étudiants, mais d'un groupe d'agitateurs armés qui s'en sont pris aux soldats, obligeant ceux-ci à riposter en faisant usage de leurs armes.

L'intervenant souligne qu'il a retiré sa demande d'interpellation, étant donné que la résolution pourra donner lieu à un débat en séance publique.

Il estime toutefois que les conclusions de la résolution ne vont pas suffisamment loin. Le Gouvernement a, en effet, déjà pris la plupart des initiatives réclamées par la résolution. Il estime qu'il serait utile, pour

zogenoemde onverwachte terugkeer naar de verplettering van mensenrechten. Toen hij als minister in 1984 China bezocht in de volle economische liberalisatie vernam hij het bestaan van meer dan 5 000 executies per maand, gerechtelijk bevolen in een systeem waar de veronderstelling van onschuld niet bestaat en waar dus de verdachte zijn onschuld zelf moet bewijzen.

— Hij wijst ook op de reacties van de publieke opinie die vandaag verontwaardigd reageert maar voor wie de zaken binnen enkele weken opnieuw kunnen vervlakken.

— Hij onderstreept insgelijks de zeer aarzelende houding van Sovjet-Rusland, dat hier met eigen interne problemen heeft af te rekenen en blijkbaar de prille overeenkomst met China niet wenst te verliezen, evenals de voorzichtigheid van de Verenigde Staten van Amerika die zich tot het terugroepen van hun ambassadeur, een aantal protesten en het verbieden van de verkoop van wapens hebben beperkt.

Hij vindt dat de resolutie zoals hier voorgesteld wijs is en dat de EEG, zelfs op commercieel en economisch vlak, zich niet moet isoleren in haar reactie tegenover China.

Tenslotte gebruikt hij deze gelegenheid om te betreuren dat de Regering op commercieel en cultureel vlak, en op het vlak van verkeerswezen, steeds Taiwan in een achtergestelde positie heeft gehouden, veel meer dan andere landen van de EEG zulks doen.

Hij meent dat nu hier ook een wijziging in de Belgische houding moet komen, zowel wat betreft het luchtvervoer (hij verwijst naar de vier verbindingen die Nederland via KLM en China Airlines tussen Taipei en Schiphol onderhoudt), het toekennen, bona fide, van inreisvisa aan zakenlui en ook de erkenning van de realiteit van Taiwan als een economische ontwikkelingspool in het Verre Oosten. Vandaag de dag kan communistisch China dit aan België niet weigeren, aangezien dit land in feite zelf al deze contacten met Taiwan heeft.

*
* *

Een ander lid onderstreept dat hij met enkele collega's deze zelfde ochtend een bezoek bracht aan de ambassadeur van de Volksrepubliek China te Brussel. Deze verkondigde de officiële versie van zijn Regering : het ging niet over studenten maar over een groep agitators die gewapend waren en zelfs de soldaten zijn gaan aanvallen, waarop dan een militaire gewapende reactie volgde.

Spreker onderstreept dat hij zijn interpellatie ter zake heeft ingetrokken omdat over de resolutie in de openbare zitting een debat zal mogelijk zijn.

Hij vindt echter de conclusies van de resolutie wel wat te lauw en te schuchter : de Regering heeft immers reeds grotendeels gedaan wat de resolutie vraagt te doen. Hij denkt dat voorlopig een terugroeping van de

l'instant, de rappeler notre ambassadeur et qu'au niveau européen, notre pays ne doit pas s'aligner sur ses partenaires les plus timides. Il cite l'exemple des Pays-Bas, qui ont adopté une attitude plus dure que les ministres de la CE ont, jusqu'ici, refusé de suivre et formule le vœu que les ministres des Affaires étrangères réagissent vivement à l'occasion de leur prochaine réunion.

Il émet certaines réserves quant à l'opportunité de recourir à des sanctions économiques et estime qu'il faut trouver un juste milieu. Il estime par ailleurs que nos relations avec la Chine ont été trop commerciales et trop mercantiles. Si elle a sans doute été facilement acceptée par l'élite des villes, la livraison d'usines clef sur porte et de produits occidentaux a pu avoir un effet destructeur dans le contexte social de la Chine rurale. Cette dualité a pu, comme ce fut le cas en Iran, provoquer une cassure entre une certaine élite occidentalisation et le reste de la population qui, dans le cas de l'Iran, s'était enfermée dans l'intégrisme.

*
* *

Un autre membre estime qu'il faut interdire l'exportation d'armes à destination de la Chine.

*
* *

Un autre membre, qui faisait également partie de la délégation qui s'est rendue auprès de l'ambassadeur de Chine, souligne qu'il faut se garder de couper tous les ponts, en particulier dans le domaine économique, parce que le courant réformateur qui s'est manifesté en Chine n'est pas éteint. La rupture complète des relations avec la Chine pourrait en outre pousser cette grande nation à l'isolationnisme, ce qui irait à l'encontre de son évolution vers un régime plus démocratique.

L'intervenant considère que la résolution constitue une approche réaliste et estime qu'il convient de constater avec une certaine modestie que les mesures annoncées par la Belgique ne pourront avoir qu'un impact relatif sur une nation de plus de 1,1 milliard d'habitants.

II. — VOTE

La résolution est adoptée à l'unanimité, compte tenu de la correction que la Commission a souhaité voir apporter dans son liminaire (voir ci-avant).

La Commission fait confiance au rapporteur pour la rédaction du rapport.

Le Rapporteur,

H. DE CROO

Le Président,

J. GOL

ambassadeur nuttig is en dat ons land zich op het Europees niveau niet bij de meest schuchtere landen moet rangschikken; hij verwijst naar de hardere houding van Nederland, die door de EEG-Ministers voorlopig is geweigerd en hoopt op een felle reactie op de komende bijeenkomst van de Ministers van Buitenlandse Zaken.

Hij heeft enkele bedenkingen over het al dan niet gebruik maken van economische sancties – men moet daar de juiste middelmaat vinden – maar onderstreept dat onze relatie met China te commercieel en te mercantiel is geweest. Het invoeren « sleutel op de deur » van fabrieken en Westerse producten, die misschien verteerbaar zijn voor elites in de steden, kan zeer vernietigend zijn voor de sociale context van het landelijk China. Dit heeft misschien zoals in Iran destijds een breuk teweeggebracht tussen een zekere verwestelijkte elite en de rest van de bevolking die zich daar in integrisme had opgesloten.

*
* *

Een ander lid meent dat de uitvoer van wapens naar China moet worden verboden.

*
* *

Een ander lid, dat ook deel uitmaakte van de delegatie die de ambassadeur van China opzocht, onderstreept dat het naar zijn gevoel nuttig is niet alle bruggen – in het bijzonder op economisch vlak – af te breken omdat de hervormingsgezinde stroming, die zich in China nu heeft gemanifesteerd, niet uitgedoofd is. Bovendien zou de volledige afbraak van de relaties met dat land deze grote wereldnatie naar isolationisme kunnen brengen, wat tegen de verdere ontwikkeling in een meer democratische richting in gaat.

Spreker vindt dat deze resolutie een realistische benadering vormt en meent dat met een zekere nederigheid moet worden vastgesteld dat de maatregelen die door België worden afgekondigd slechts een relatieve impact hebben op een natie met meer dan 1 miljard inwoners.

II. — STEMMING

Met de verbetering aangebracht aan de aanhef (zie hierboven) wordt de resolutie eenparig aangenomen.

Aan de rapporteur werd vertrouwen geschonken voor het uit te brengen verslag.

De Rapporteur,

H. DE CROO

De Voorzitter,

J. GOL

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

La Chambre des représentants,

Indignée par l'intervention violente de l'armée chinoise, le 4 juin 1989 et les jours suivants, contre la foule qui manifestait pacifiquement sur la place Tiananmen à Pékin;

Déplore la perte de nombreuses vies humaines;

Condamne cette grave violation des droits de l'homme et exhorte le gouvernement chinois à renoncer désormais à la violence et à trouver une solution politique et pacifique au conflit en engageant un dialogue constructif avec les manifestants;

Demande au Gouvernement belge :

— d'entreprendre une démarche énergique auprès des autorités chinoises, et d'inciter nos partenaires européens à faire de même, afin de condamner vivement l'intervention brutale de l'armée et de réclamer un règlement pacifique du conflit par le biais d'un dialogue constructif ainsi que la poursuite des réformes qui ont permis l'ouverture de la Chine aux pays démocratiques;

— de suspendre provisoirement tout contact de haut niveau;

— de suivre de très près l'évolution des événements en République populaire de Chine afin d'entreprendre, le cas échéant, d'autres démarches, pouvant éventuellement impliquer des mesures de boycott économique au niveau européen.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

Geschokt door het gewelddadig optreden van het Chinese leger op 4 juni 1989 en de daaropvolgende dagen tegen vreedzame Chinese betogers op het Tiananmen-plein in Peking;

Betreurt het grote verlies aan mensenlevens;

Veroordeelt deze zware schending van de mensenrechten en roept de Chinese regering op om af te zien van verder geweld en het conflict vooralsnog te regelen op een vreedzame politieke wijze door een constructieve dialoog aan te gaan met de betogers;

Verzoekt de Belgische regering om :

— een krachtdadige démarche te ondernemen bij de Chinese overheden en ook de EG-partners daartoe aan te zetten om het gewelddadig optreden van het leger scherp te veroordelen en om aan te dringen op een vreedzame regeling van het conflict via een constructieve dialoog en op een voortzetting van de hervormingen die de opening op de democratische staten in de wereld mogelijk maakten;

— voorlopig geen contacten te houden op hoog niveau;

— de ontwikkeling van de gebeurtenissen in de Volksrepubliek China verder van zeer nabij te volgen om desgevallend ten gepaste tijde andere stappen te ondernemen, waarbij maatregelen van economische boycot op EG-niveau kunnen overwogen worden.